

Les vaches à lait des banques

La voracité des banques et des actionnaires pèse lourdement sur notre économie. Certains pleurnichent sur ce qu'ils appellent le « coût du travail trop élevé », c'est à dire les salaires et les cotisations sociales. La campagne menée par le Parti communiste français est en train de contribuer à rétablir la vérité sur ce qui grève réellement la compétitivité des entreprises : le coût du capital. Chaque année, alors que le montant des cotisations sociales versées par les entreprises est en effet de 158 milliards d'euros, ce sont 299 milliards qui sont prélevés sur ces dernières en dividendes et frais financiers, inutiles au bien commun.

A ce chiffre astronomique, il faut ajouter d'autres ponctions réalisées sur les budgets de l'État et de la sécurité sociale : 50 milliards d'euros versés en intérêts aux banques et 200 milliards d'exonérations fiscales et sociales pour les entreprises. Pour nos services publics, pour nos villes, le problème, c'est là aussi le coût du capital. Les besoins des habitants sont secondaires, les collectivités et les services publics sont devenus un marché juteux pour les spéculateurs.

L'ÉTAT DANS LA MAIN DES MARCHÉS

Jusqu'en 1973, la création monétaire permettait à l'État de se financer par l'emprunt auprès de la Banque de France. C'est une Loi « Pompidou-Giscard » qui a mis fin à cette situation pour pousser l'État à se financer auprès des marchés financiers et des banques par l'émission d'obligation. Le résultat de cette politique, qui a depuis été rendue obligatoire et gravée dans le marbre des traités européens, est d'avoir placé l'État dans la main des marchés.

LES INTÉRÊTS DE LA DETTE, PREMIER BUDGET DE L'ÉTAT

Chaque année, ce sont 50 milliards d'euros qui sont versés en intérêts, une ponction tellement considérable qu'elle est devenue le premier budget de la Nation.

A cette somme, il convient d'ajouter l'ensemble des cadeaux fiscaux et parafiscaux que les gouvernements successifs n'ont cessé d'accorder aux entreprises : ce sont pas moins de 200 milliards d'euros d'allègements et d'exonérations fiscales qui chaque année font défaut dans le budget de l'État et des caisses de la sécurité sociale.

LES COLLECTIVITÉS PIÉGÉES

Les collectivités locales elle-même, sont placées dans une situation de plus en plus difficile. Prise en tenaille entre une décentralisation et des transferts de compétences de l'État qui se débarrasse de ses responsabilités sur elles pour réduire sa propre dette, et une baisse constante des dotations de l'État (-4,5 milliards sur 3 ans de réduction des dotations ont été décidé par l'actuel gouvernement), elles disposent de moins en moins de moyens pour conduire des politiques de réponse aux besoins.

Alors qu'elles assument une part déterminante de la solidarité nationale, qu'elles réalisent plus de 70 % de l'investissement public, villes, départements, régions, endettées à concurrence de 200 milliards d'euros (leur taux d'endettement est stable depuis 20 ans, de l'ordre de 8 % du PIB) sont elles aussi placées

dans la main des marchés financiers et des banques. Résultat, en 2012, les frais financiers des seules communes ont cru de 3,2 % alors que le pays entrait en récession. Au total, les collectivités ont versé cette année 4,5 milliards d'euros d'intérêts aux banques, dont 3 milliards pour les seules villes et intercommunalités.

Au final, les collectivités deviennent à la fois les instruments et les otages de politiques nationales austéritaires. Leur asphyxie financière organisée porte atteinte tant à leur capacité à assumer leurs missions essentielles qu'à exercer leur droit de libre administration. C'est à dire la garantie d'un espace de liberté dans lequel les collectivités peuvent agir dans l'intérêt des populations.

CHIFFRES CLÉS

Exonérations fiscales et sociales des entreprises	Charges financières des entreprises*
200 Milliards €	299 Milliards €
Intérêts versés par l'État aux banques par an	Intérêts versés par les collectivités aux banques
50 Milliards €	5 Milliards €

* Intérêts bancaires et financiers + dividendes

Au total, ce sont plus de 550 milliards d'euros par an, soit l'équivalent d'un quart de la richesse produite qui sont ainsi ponctionnés. Il y a urgence à une grande réforme de la fiscalité pour mettre ses richesses gaspillées au service du bien commun. Pour le Front de gauche, il faut augmenter les ressources propres des collectivités locales sans accroître la pression fiscale sur les couches populaires et moyennes et sans s'enfermer dans une spirale de la dette. C'est possible à la condition :

(Suite page 3)

Au Pied du Causse

Janvier 2014 - Edité par la section PCF du Haut-Quercy

2014 - Année anti-austéritaire

Je voudrais vous adresser à toutes et tous, tous mes meilleurs vœux pour 2014, car il s'en est passé des événements depuis la mi-décembre qui ont ou auront des conséquences sur la vie de nos concitoyens. Ils ont été presque camouflés par la montée en épingle de ce qui a été appelé l'affaire *Dieudonné* ? Celle-ci bouclée, le turbo médiatique s'est remis en marche sur la vie privée du président de la République. Or, à mon avis, le « pacte de responsabilité sociale », qu'a présenté François Hollande au cours de sa conférence de presse mériterait davantage d'attention de la part des médias.

Il faut bien admettre, que ses annonces sont d'une attaque profonde, et un dynamitage en règle du modèle social et républicain français. En proposant ainsi, la fin des cotisations familiales patronales, le Président de la République a répondu à une exigence du *MEDEF* et fait un nouveau cadeau de 30 milliards € au patronat, et ce après les 20 milliards €, du « *Crédit Impôt Compétitivité Emploi* ».

Pour financer ces cadeaux au patronat, François Hollande a annoncé 50 milliards d'économies sur les dépenses publiques d'ici à

2017. Des économies qui annoncent immanquablement la réduction des services publics et des moyens de fonctionnement des collectivités locales.

Cela ne se traduira pas par le développement de l'emploi et du progrès social, bien au contraire. De plus ces modifications territoriales conduisent à écarter les citoyens de toutes prises de décision et d'intervention. Il est important, y compris au niveau communal, d'affirmer un engagement citoyen pour stimuler le pouvoir d'achat de nos concitoyens actifs et retraités, développer une économie locale, favorisant le développement de nos communes.

C'est pour cela, qu'il me semble nécessaire, plus que jamais, à l'échelle de nos communes, de redonner tout son sens au rôle de celles-ci, dans leurs capacités de compétences et de décisions, la pratique de la démocratie avec les citoyens, et une prise en compte de leurs besoins et leurs intérêts.

C'est dans cet esprit que nous participons, même avec le PS, aux élections municipales. **William Gout. Secrétaire de section**

Baladou - Dimanche 9 février, à partir de 10h00

Assemblée Générale des communistes du Haut Quercy

12h00 apéritif - 13h00 - Repas-choucroute au restaurant municipal - 15€

Page 1

La vérité sur le coût du capital

Vous l'entendez à longueur de journée, en France, le travail coûterait trop cher et la compétitivité des entreprises serait plombée par les charges sociales, c'est à dire les cotisations qui financent la protection sociale. Conclusion, il faudrait d'urgence réduire nos dépenses de santé, augmenter la durée de cotisations pour les retraites, baisser les pensions et minimas sociaux, accepter des salaires plus faibles, voter de nouvelles exonérations pour les entreprises, etc. Pourtant, ce qui pèse sur l'efficacité des entreprises, ce sont moins les cotisations sociales (157,9 milliards €) que les charges financières qui prélevées sur elles (298,9 milliards €), c'est à dire les dividendes versés aux actionnaires et les intérêts d'emprunts bancaires. Ce qui pèse sur notre économie, c'est le coût du capital, pas le travail. Un tabou que le Parti communiste français entend lever en menant une campagne vérité sur le véritable coût du capital dans ce pays.

C'est urgent. Cette politique en faveur du capital a conduit à la crise généralisée. Depuis 30 ans, c'est 10 % de la richesse créée qui est passée des poches des salariés à celle des banquiers et des patrons. Le résultat, on le connaît : des salaires qui stagnent, une demande qui s'effondre, la récession et au bout, un chômage massif. Aujourd'hui, le pays compte 5 millions de chômeurs, soit 20 % de la population active. Des millions de familles précarisées, qui ne peuvent plus ni se loger, se soigner, élever leurs enfants dignement, faute de bons salaires et de services publics...

DES ENTREPRISES DÉRESPONSABILISÉES

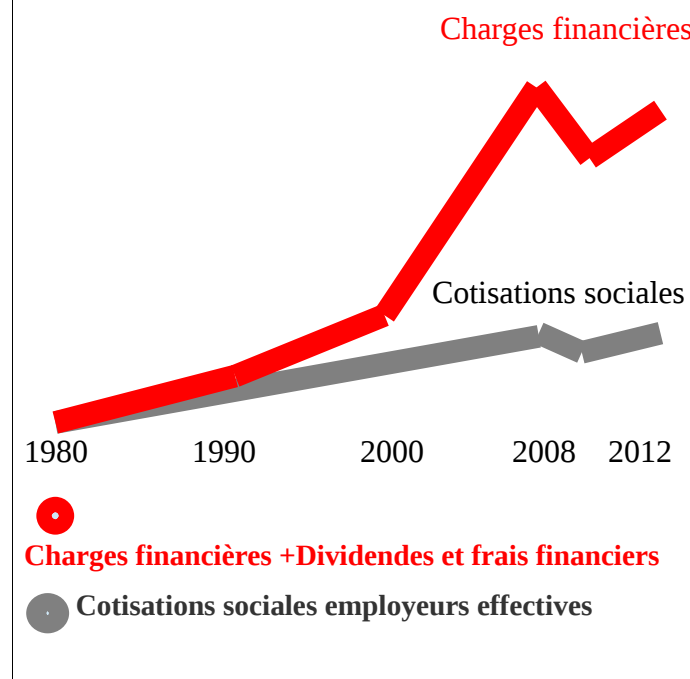
Car d'allègement de charges sociales (30 milliards en 2013), en exonérations fiscales, les entreprises sont progressivement déresponsabilisées. La pression fiscale est transférée sur les ménages. Et cela va encore s'aggraver, dès janvier prochain, avec l'augmentation de la TVA. Pourtant, grâce aux services publics et à la protection sociale, les entreprises profitent d'une main d'œuvre hautement qualifiée et efficace (la productivité des salariés français est parmi la plus élevée au monde) et d'infrastructures publiques performantes. Ily a urgence à ce qu'elles contribuent au bien commun, via les cotisations sociales et une fiscalité appropriée.

PRESSION SUR LES SALAIRES

Contrairement aux idées reçues, les salaires ne sont pas un handicap pour la productivité. Au contraire. D'abord, il faut savoir que le coût horaire du travail dans l'industrie en France est légèrement inférieur à celui observé en Allemagne : de l'ordre de 33 euros de l'heure.

Ce ne sont donc pas les salaires qui font la différence, mais bel et bien la qualité des rapports banques/entreprises, la recherche-développement, la formation, l'investissement efficace dans l'appareil productif. Or, en France, les entreprises redistribuent

Evolution des cotisations sociales et des charges financières (Entreprises non financières)



plus de 50 % de leurs bénéfices aux actionnaires : autant l'argent qui ne financera ni la recherche, ni l'appareil productif !

CHIFFRES CLÉS

Cotisations sociales des entreprises	Charges financières des entreprises*
158 Milliards €	299 Milliards €
Investissement matériel des entreprises	Exonérations fiscales et sociales en 2013
197 Milliards €	200 Milliards € environ

* Intérêts bancaires et financiers + dividendes

PRESSION SUR LES SALARIÉS

En fait, pour accroître leurs marges, c'est bien sur les salariés que les entreprises exercent leur pression :

- **Pression sur les salaires** et le pouvoir d'achat qui a stagné, voire régressé, alors même que les gros patrimoines progressent de plus de 5% par an.
- **Pressions sur les salariés** qui, au nom d'une rentabilité qui, au nom d'une rentabilité toujours plus grande, provoquent dépressions, maladies, parfois le suicide. En France on compte chaque années près de 700 000 accidents du travail avec, parfois, de terribles séquelles. 700 salariés en mourront cette année encore ! Qui en parle ?
- **Chantage à l'emploi** : pour s'assurer la docilité des salariés par la peur ou pour maximiser les profits boursiers, les grands groupes n'hésitent pas à rayer de la carte des milliers d'emplois, avec des conséquences terribles pour les familles, les territoires.

Cette course sans fin à la rentabilité financière produit des dégâts sociaux terrifiants. Qui doit les réparer ?

QUEL COÛT POUR LA PLANÈTE ?

Qui évaluera également le coût du capital sur l'environnement, sur la biodiversité et le réchauffement climatique ?

Il faut le dire, le pillage systématique des ressources naturelles, les délocalisations et la mondialisation sans aucune règle des échanges commerciaux, ont des conséquences sociales et environnementales incalculables.

Il faut changer de logique !

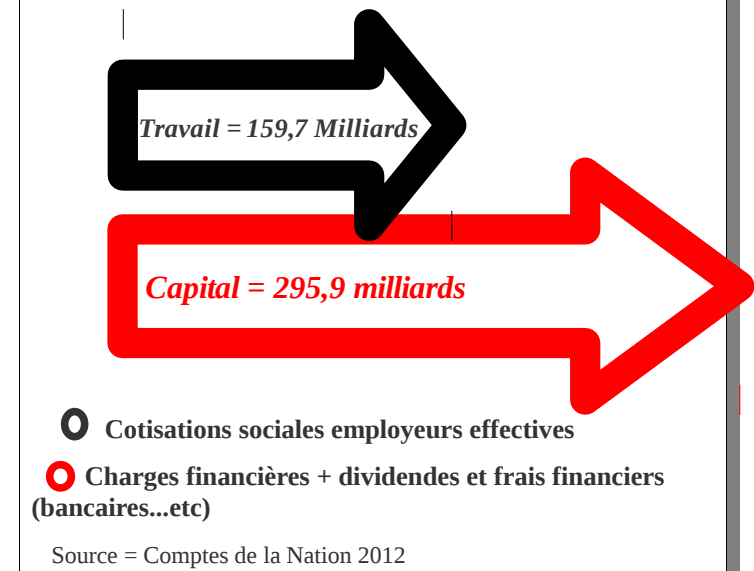
SE LIBÉRER DU CAPITAL, ÉCONOMISER SUR LES PROFITS !

Il faut d'urgence réduire le coût du capital pour développer l'Humain d'abord. Le développement des capacités humaines passe par plus et mieux de services publics :

- la création d'une sécurité sociale de l'emploi et la formation pour développer les salaires et l'emploi ;

- développer et promouvoir la protection sociale,
- notamment la retraite à 60 ans, à taux plein ;
- investir massivement dans l'éducation et la recherche

Part des cotisations sociales et charges financières (Entreprises non financières)



REUSSIR L'ALTERNATIVE

Un tel changement est possible. D'abord, l'argent existe, la France n'a jamais été aussi riche. Ensuite, il est possible de peser sur le comportement des entreprises :

- en donnant du pouvoir aux salariés dans l'entreprise, là où se crée la richesse ;
- en exigeant de favoriser par le crédit et l'impôt les entreprises écologiquement, socialement performantes et qui créent de l'emploi.

Pour les communistes et le Front de gauche, il y a urgence pour une campagne de vérité sur le coût du capital. Nous appelons à un grand débat pluraliste, à la télévision et partout en France, pour ouvrir les livres de compte, dénoncer les mensonges, et construire l'alternative pour une efficacité au service de tous.

(SUITE DE LA PAGE 4) AU CŒUR DES MUNICIPALES DE 2014, LE BESOIN D'UNE RÉFORME DE LA FISCALITÉ

- de créer un nouvel impôt local sur le capital des entreprises (bâtiments, équipements et machines, actifs financiers soit plus de 5.000 milliards €) ;
- de réformer la fiscalité locale des personnes en la modulant en fonction de la situation des ménages, et en

impliquant les populations dans l'élaboration d'un vrai budget participatif ;

- créer des fonds publics régionaux pour mobiliser le crédit et les banques sur des actions de développement des ressources des collectivités locales afin qu'elles puissent soutenir un essor des services publics locaux.

Un enjeu, au cœur des échéances municipales de 2014.